

Conditions de vente
Algemene voorwaarden

Samengesteld door Denis Philippe op 12 november 2007 door een samenwerking tussen de samensteller en mijnwetboek.be.

Mijnwetboek.be is een internettool in beheer van Knops Publishing. De content komt van publieke bronnen, aangeleverd door de samensteller.

Knops Publishing, mijnwetboek.be noch de samensteller zijn aansprakelijk voor de inhoud van dit wetboek.

© mijnwetboek.be powered by Knops Publishing, 2007

ISBN-13:

Wettelijk Depot:

Wochterberg 6
2200 Herentals

Verantwoordelijke uitgever: Anne Knops, info@mijnwetboek.be
Vormgeving en Productie: Proxess, www.proxess.be

www.mijnwetboek.be

Conditions de vente

Algemene voorwaarden

DENIS PHILIPPE

mijn **Wetboek.be**

Dispositions applicables aux conditions de vente			
Principes généraux	3	Niet-uitvoering, schade en overmacht	13
Code Civil (Extrait)	3	Burgerlijk Wetboek (Uittreksel)	13
Inexécution, dommage et force majeure	3	Postestatieve voorwaarde	14
Code Civil (Extrait)	3	Burgerlijk Wetboek (Uittreksel)	14
Condition et clause d'exonération de responsabilité	4	Ontbindende voorwaarde	14
Code Civil (Extrait)	4	Burgerlijk Wetboek (Uittreksel)	14
Clause résolutoire expresse	4	Strafbeding	14
Code Civil (Extrait)	4	Burgerlijk Wetboek (Uittreksel)	14
Clauses pénales	4	Schuldvergelijking	15
Code Civil (Extrait)	4	Burgerlijk Wetboek (Uittreksel)	15
Compensation	5	Wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument. (Uittreksel)	15
Code Civil (Extrait)	5	Wet van 2 augustus 2002 betreffende de misleidende en vergelijkende reclame, de onrechtmatige bedingen en de op afstand gesloten overeenkomsten inzake de vrije beroepen	18
Loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (Extrait)	5	Recht van toepassing op contractuele verplichtingen	19
Loi du 2 août 2002 relative à la publicité trompeuse et à la publicité comparative, aux clauses abusives et aux contrats à distance en ce qui concerne les professions libérales	7	Wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht (Uittreksel)	19
Droit applicable aux obligations contractuelles	9	Verdrag van Rome (Uittreksel)	20
Code de droit international privé (Extrait)	9	Wet van 11 maart 2003 betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij	20
Convention de Rome (Extrait)	9		
Loi du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information (Extrait)	9	Conditions générales de vente	
		Conditions générales de vente - Quelques clauses	23
Beschikkingen van toepassing op de verkoopsvoorwaarden			
Algemene principes	13	Algemene verkoopsvoorwaarden	
Burgerlijk Wetboek (Uittreksel)	13	Algemene verkoopsvoorwaarden - Enkele clausules	27

General Sales Conditions		Jurisprudence et bibliographie	
General Sales Conditions - Some model clauses	31	Aperçu de la jurisprudence	35
		Bibliographie	38

Dispositions applicables aux conditions de vente

Principes généraux

CODE CIVIL (EXTRAIT)

Art. 1134. Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise.

Elles doivent être exécutées de bonne foi.

Art. 1135. Les conventions obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature.

Inexécution, dommage et force majeure

CODE CIVIL (EXTRAIT)

Section IV. Des dommages et intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation

Art. 1146. Les dommages et intérêts ne sont dus que lorsque le débiteur est en demeure de remplir son obligation, excepté néanmoins lorsque la chose que le débiteur s'était obligé de donner ou de faire ne pouvait être donnée ou faite que dans un certain temps qu'il a laissé passer.

Art. 1147. Le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part.

Art. 1148. Il n'y a lieu à aucun dommages et intérêts lorsque, par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit.

Art. 1149. Les dommages et intérêts dus au créancier sont, en général, de la perte qu'il a faite et du gain dont il a été privé, sauf les exceptions et modifications ci-après.

Art. 1150. Le débiteur n'est tenu que des dommages et intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat, lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est point exécutée.

Art. 1151. Dans le cas même où l'inexécution de la convention résulte du dol du débiteur, les dommages et intérêts ne doivent comprendre, à l'égard de la perte éprouvée par le créancier et du gain dont il a été privé,

que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention.

Art. 1152. (Abrogé)

L 1998-11-23/36, art. 5, 005; En vigueur: 23-01-1999

Art. 1153. Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans les intérêts légaux, sauf les exceptions établies par la loi.

L 01-05-1913, art. 6

Ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte.

Ils sont dus à partir du jour de la sommation de payer, excepté dans le cas où la loi les fait courir de plein droit.

S'il y a dol du débiteur, les dommages et intérêts peuvent dépasser les intérêts légaux.

(Sous réserve de l'application de l'article 1907, le juge peut, d'office ou à la demande du débiteur, réduire l'intérêt stipulé à titre de dommages-intérêts pour retard dans l'exécution si cet intérêt excède manifestement le dommage subi à la suite de ce retard. En cas de révision, le juge ne peut condamner le débiteur à payer un intérêt inférieur à l'intérêt légal. Toute clause contraire aux dispositions du présent alinéa est réputée non écrite.)

L 1998-11-23/36, art. 2, 005; En vigueur: 23-01-1999

Art. 1154. Les intérêts échus des capitaux peuvent produire des intérêts, ou par une (sommation) judiciaire, ou par une convention spéciale, pourvu que, soit dans la sommation, soit dans la convention, il s'agisse d'intérêts dus au moins pour une année entière.

L 01-05-1913, art. 7

Condition et clause d'exonération de responsabilité

CODE CIVIL (EXTRAIT)

Art. 1174. Toute obligation est nulle lorsqu'elle a été contractée sous une condition potestative de la part de celui qui s'oblige.

Clause résolutoire expresse

CODE CIVIL (EXTRAIT)

Art. 1184. La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des deux parties ne satisfera point à son engagement.

Dans ce cas, le contrat n'est point résolu de plein droit. La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exé-

cuté, a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible ou d'en demander la résolution avec dommages et intérêts.

La résolution doit être demandée en justice, et il peut être accordé au défendeur un délai selon les circonstances.

Clauses pénales

CODE CIVIL (EXTRAIT)

Art. 1226. La clause pénale est celle par laquelle une personne s'engage à payer, en cas d'inexécution de la convention, une compensation forfaitaire pour le dommage éventuellement subi par suite de ladite inexécution.

L 1998-11-23/36, art. 3, 005; En vigueur: 23-01-1999

Art. 1227. La nullité de l'obligation principale entraîne celle de la clause pénale.

La nullité de celle-ci n'entraîne point celle de l'obligation principale.

Art. 1228. Le créancier, au lieu de demander la peine stipulée contre le débiteur qui est en demeure, peut poursuivre l'exécution de l'obligation principale.

Art. 1229. La clause pénale est la compensation des dommages et intérêts que le créancier souffre de l'inexécution de l'obligation principale.

Il ne peut demander en même temps le principal et la peine, à moins qu'elle n'ait été stipulée pour le simple retard.

Art. 1230. Soit que l'obligation primitive contienne, soit qu'elle ne contienne pas un terme dans lequel elle doit être accomplie, la peine n'est encourue que lorsque celui qui s'est obligé soit à livrer, soit à prendre, soit à faire, est en demeure.

Art. 1231. § 1er. Le juge peut, d'office ou à la demande du débiteur, réduire la peine qui consiste dans le paiement d'une somme déterminée lorsque cette somme excède manifestement le montant que les parties pouvaient fixer pour réparer le dommage résultant de l'inexécution de la convention.

L 1998-11-23/36, art. 4, 005; En vigueur: 23-01-1999

En cas de révision, le juge ne peut condamner le débiteur à payer une somme inférieure à celle qui aurait été due en l'absence de clause pénale.

§ 2. La peine peut être réduite par le juge lorsque l'obligation principale a été exécutée en partie.

§ 3. Toute clause contraire aux dispositions du présent article est réputée non écrite.

Art. 1232. Lorsque l'obligation primitive contractée avec une clause pénale est d'une chose indivisible, la peine est encourue par la contravention d'un seul des héritiers du débiteur, et elle peut être demandée, soit en totalité contre celui qui a fait la contravention, soit contre chacun des cohéritiers pour leur part et portion et hypothécairement pour le tout, sauf leur recours contre celui qui a fait encourir la peine.

Art. 1233. Lorsque l'obligation primitive contractée sous une peine est divisible, la peine n'est encourue que par celui des héritiers du débiteur qui contrevient à cet-

te obligation, et pour la part seulement dont il était tenu dans l'obligation principale, sans qu'il y ait d'action contre ceux qui l'ont exécutée.

Cette règle reçoit exception lorsque la clause pénale ayant été ajoutée dans l'intention que le paiement ne

pût se faire partiellement, un cohéritier a empêché l'exécution de l'obligation pour la totalité. En ce cas, la peine entière peut être exigée contre lui, et contre les autres cohéritiers pour leur portion seulement, sauf leur recours.

Compensation

CODE CIVIL (EXTRAIT)

Art. 1289. Lorsque deux personnes se trouvent débiteurs l'une envers l'autre, il s'opère entre elles une compensation qui éteint les deux dettes, de la manière et dans les cas ci-après exprimés.

LOI DU 14 JUILLET 1991 SUR LES PRATIQUES DU COMMERCE ET SUR L'INFORMATION ET LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR (EXTRAIT)

Champ d'application

Chapitre I. Définitions générales

Article 1. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par:

1. Produits: les biens meubles corporels;
2. Services: toutes prestations qui constituent un acte de commerce ou une activité artisanale visée par la loi sur le registre de l'artisanat;
3. Services homogènes: tous services dont les caractéristiques et les modalités sont identiques ou similaires, indépendamment notamment du moment ou du lieu de l'exécution, du prestataire de services ou de la personne à qui ils sont destinés;
4. Etiquetage: les mentions, indications, modes d'emploi, marques de produits, images ou signes se rapportant à un produit ou à un service homogène et figurant sur le produit lui-même ou sur tout emballage, document, étiquette, bague ou collerette accompagnant ce produit ou ce service ou s'y référant;
5. Mise sur le marché: l'importation en vue de la vente, la détention en vue de la vente, l'offre en vente, la vente, l'offre de louage de produits et de services, le louage de produits et de services, la cession à titre onéreux ou gratuit, lorsque ces opérations sont effectuées par un vendeur;
6. Vendeur:
 - a) tout commerçant ou artisan ainsi que toute personne physique ou morale qui offrent en vente ou vendent des produits ou des services, dans le cadre d'une activité professionnelle ou en vue de la réalisation de leur objet statutaire;
 - b) les organismes publics ou les personnes morales dans lesquelles les pouvoirs publics détiennent un inté-

rêt prépondérant qui exercent une activité à caractère commercial, financier ou industriel et qui offrent en vente ou vendent des produits ou des services;

c) les personnes qui exercent avec ou sans but de lucre une activité à caractère commercial, financier ou industriel, soit en leur nom propre, soit au nom ou pour le compte d'un tiers doté ou non de la personnalité juridique et qui offrent en vente ou vendent des produits ou des services;

7. Consommateur: toute personne physique ou morale qui acquiert ou utilise à des fins excluant tout caractère professionnel des produits ou des services mis sur le marché;

8. Le Ministre: le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

(9. Jours ouvrables: l'ensemble des jours calendrier, à l'exclusion des dimanches et jours fériés légaux. Si le délai exprimé en jours ouvrables expire un samedi, il est prolongé jusqu'au jour ouvrable suivant.)

L 1999-05-25/42, art. 2, 013; En vigueur: 01-10-1999

La présente loi ne s'applique pas aux valeurs mobilières et autres instruments financiers visés par la législation relative aux opérations financières et aux marchés financiers. (Dans les conditions et compte tenu des adaptations qu'il détermine, le Roi peut toutefois déclarer certaines dispositions de la présente loi applicables aux valeurs mobilières et autres instruments financiers précités ou à des catégories d'entre eux.)

L 1994-12-21/31, art. 177, 005; En vigueur: 02-01-1995

Clauses abusives

Art. 31. § 1. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par clause abusive, toute clause ou condition qui, à elle seule ou combinée avec une ou plusieurs

autres clauses ou conditions, crée un déséquilibre manifeste entre les droits et les obligations des parties.

§ 2. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par:

1° produits: non seulement les biens meubles corporels, mais aussi les biens immeubles, les droits et les obligations;

2° vendeur: non seulement les personnes visées à l'article 1er, 6, mais aussi toute autre personne physique ou morale, à l'exception des titulaires d'une profession libérale telle que définie à l'article 2, 1°, de la loi du 3 avril 1997 relative aux clauses abusives dans les contrats conclus avec leurs clients par les titulaires de professions libérales, qui, dans un contrat conclu avec un consommateur, agit dans le cadre de son activité professionnelle.

§ 3. Le caractère abusif d'une clause contractuelle est apprécié en tenant compte de la nature des produits ou services qui font l'objet du contrat et en se référant, au moment de la conclusion du contrat, à toutes les circonstances qui entourent sa conclusion, de même qu'à toutes les autres clauses du contrat, ou d'un autre contrat dont il dépend.

L'appréciation du caractère abusif des clauses ne porte ni sur la définition de l'objet principal du contrat, ni sur l'adéquation entre le prix et la rémunération, d'une part, et les produits ou services à fournir en contrepartie, d'autre part, pour autant que ces clauses soient rédigées de manière claire et compréhensible.

§ 4. Lorsque toutes ou certaines clauses du contrat sont écrites, ces clauses doivent être rédigées de manière claire et compréhensible.

En cas de doute sur le sens d'une clause, l'interprétation la plus favorable au consommateur prévaut. Cette règle d'interprétation n'est pas d'application dans le cadre de l'action en cessation prévue à l'article 95.

Art. 32. Dans les contrats conclus entre un vendeur et un consommateur, sont abusives les clauses et conditions ou les combinaisons de clauses et conditions qui ont pour objet de:

1. prévoir lors de la signature du contrat un engagement immédiat et définitif du consommateur alors que le vendeur contracte sous une condition dont la réalisation dépend de sa seule volonté;

2. faire varier le prix en fonction d'éléments dépendant de la seule volonté du vendeur;

Cette disposition ne fait pas obstacle:

- aux clauses d'indexation de prix pour autant qu'elles ne soient pas illicites et que le mode d'adaptation du prix soit explicitement décrit dans le contrat;

- aux clauses selon lesquelles le vendeur de services financiers se réserve le droit de modifier le tarif de ces services, pourvu que soit mise à sa charge l'obligation d'en informer le consommateur avec un préavis raisonnable et que celui-ci soit libre de résilier immédiatement le contrat;

- aux clauses selon lesquelles le vendeur de services financiers se réserve le droit de modifier le taux d'intérêt dû par le consommateur ou dû à celui-ci, sans aucun préavis en cas de raison valable, pourvu que soit mise à la charge du vendeur l'obligation d'en informer le con-

sommateur dans les meilleurs délais et que celui-ci soit libre de résilier immédiatement le contrat.

3. réserver au vendeur le droit de modifier unilatéralement les caractéristiques du produit à livrer ou du service à prester, si ces caractéristiques revêtent un caractère essentiel pour le consommateur ou pour l'usage auquel le consommateur destine le produit ou le service, pour autant du moins que cet usage ait été communiqué au vendeur et accepté par lui ou qu'à défaut d'une telle spécification, cet usage ait été raisonnablement prévisible;

4. fixer ou modifier unilatéralement le délai de livraison d'un produit ou le délai d'exécution d'un service;

5. accorder au vendeur le droit de déterminer unilatéralement si le produit livré ou le service presté est conforme au contrat ou de lui conférer le droit exclusif d'interpréter une quelconque clause du contrat

6. interdire au consommateur de demander la résolution du contrat dans le cas où le vendeur n'exécute pas ses obligations;

7. restreindre le droit du consommateur de résilier le contrat lorsque, dans le cadre de son obligation de garantie, le vendeur ne respecte pas son obligation de réparer le produit ou ne la respecte pas dans un délai raisonnable;

8. obliger le consommateur à exécuter ses obligations alors que le vendeur n'aurait pas exécuté les siennes ou serait en défaut d'exécuter les siennes;

9. sans préjudice de l'article 1184 du Code Civil, autoriser le vendeur à rompre ou à modifier le contrat unilatéralement, sans dédommagement pour le consommateur, hormis le cas de force majeure;

10. même en cas de force majeure, n'autoriser le consommateur à rompre le contrat que moyennant le paiement de dommages-intérêts;

11. libérer le vendeur de sa responsabilité du fait de son dol, de sa faute lourde ou de celle de ses préposés ou mandataires ou du fait de toute inexécution d'une obligation consistant en une des prestations principales du contrat;

12. supprimer ou diminuer la garantie légale en matière de vices cachés prévue par les articles 1641 à 1649 du Code civil ou l'obligation légale de délivrance d'un bien conforme au contrat prévue par les articles 1649bis à 1649octies du Code civil.

13. fixer un délai déraisonnablement court pour signaler des vices au vendeur;

14. interdire au consommateur de compenser une dette envers le vendeur avec une créance qu'il aurait sur lui;

15. déterminer le montant de l'indemnité due par le consommateur qui n'exécute pas ses obligations, sans prévoir une indemnité du même ordre à charge du vendeur qui n'exécute pas les siennes;

16. engager le consommateur pour une durée indéterminée, sans spécification d'un délai raisonnable de résiliation;

17. proroger le contrat pour une durée déraisonnable si le consommateur ne résilie pas à temps ou de proroger automatiquement un contrat à durée déterminée, en l'absence d'une notification contraire du consommateur, alors qu'une date excessivement éloignée de la fin du contrat a été fixée comme date limite pour exprimer cet-

te volonté de non prorogation de la part du consommateur;

18. limiter les moyens de preuve que le consommateur peut utiliser;

19. faire renoncer le consommateur, en cas de conflit, à tout moyen de recours contre le vendeur;

20. permettre au demandeur, au moyen d'une élection de domicile figurant dans le contrat, de porter sa demande devant un juge autre que celui désigné par l'article 624, 1°, 2° et 4°, du Code judiciaire, sans préjudice de l'application de la Convention du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, approuvée par la loi du 13 janvier 1971;

21. fixer des montants de dommages et intérêts réclamés en cas d'inexécution ou de retard dans l'exécution des obligations de l'acheteur qui dépassent manifestement l'étendue du préjudice susceptible d'être subi par le vendeur.

22. autoriser le vendeur à résilier ou à modifier le contrat en raison de l'introduction de l'euro.

Cette disposition n'est pas applicable aux clauses qui ont fait l'objet d'une négociation individuelle.

Si le vendeur soutient que la clause a fait l'objet d'une négociation individuelle, la charge de la preuve lui incombe.

Toutefois, une clause est considérée d'une manière irréfragable comme n'ayant pas fait l'objet d'une négociation individuelle lorsqu'elle a été rédigée préalablement à la conclusion du contrat et que le consommateur n'a, de ce fait, pas pu avoir d'influence sur son contenu, notamment dans le cadre d'un contrat d'adhésion.

22bis. d'exclure ou de limiter la responsabilité légale du vendeur en cas de mort du consommateur ou de dommages corporels causés à celui-ci, résultant d'un acte ou d'une omission de ce vendeur;

23. constater de manière irréfragable l'adhésion du consommateur à des clauses dont il n'a pas eu, effectivement, l'occasion de prendre connaissance avant la conclusion du contrat;

24. permettre au vendeur de retenir des sommes versées par le consommateur lorsque celui-ci renonce à conclure le contrat, sans prévoir le droit, pour le consommateur, de percevoir une indemnité d'un montant équivalent de la part du vendeur lorsque c'est ce dernier qui renonce;

25. permettre au vendeur de retenir les sommes versées par le consommateur lorsque c'est le vendeur lui-même qui résilie le contrat;

26. restreindre l'obligation du vendeur de respecter les engagements pris par ses mandataires ou de soumettre ses engagements au respect d'une formalité particulière;

27. exclure ou limiter de façon inappropriée les droits légaux du consommateur vis-à-vis du vendeur ou d'une autre partie en cas de non-exécution totale ou partielle ou d'exécution défectueuse par le vendeur d'une quelconque de ses obligations contractuelles;

28. prévoir la possibilité de cession du contrat de la part du vendeur, lorsqu'elle est susceptible d'engendrer une diminution des garanties pour le consommateur, sans l'accord de ce dernier.

29. d'augmenter le prix annoncé d'un produit ou d'un service en raison du refus du consommateur de payer par domiciliation bancaire;

30. d'augmenter le prix annoncé pour un produit ou un service en raison du refus du consommateur de recevoir ses factures par courrier électronique

Art. 33. § 1er. Toute clause abusive au sens des dispositions de la présente section, est interdite et nulle.

Le contrat reste contraignant pour les parties, s'il peut subsister sans les clauses abusives.

Le consommateur ne peut renoncer au bénéfice des droits qui lui sont conférés par la présente section.

§ 2. Une clause déclarant applicable au contrat la loi d'un Etat tiers à l'Union européenne est réputée non écrite en ce qui concerne les matières régies par la présente section lorsque, en l'absence de cette clause, la loi d'un Etat, membre de l'Union européenne serait applicable et que cette loi procure une protection plus élevée au consommateur dans lesdites matières.

LOI DU 2 AOÛT 2002 RELATIVE À LA PUBLICITÉ TROMPEUSE ET À LA PUBLICITÉ COMPARATIVE, AUX CLAUSES ABUSIVES ET AUX CONTRATS À DISTANCE EN CE QUI CONCERNE LES PROFESSIONS LIBÉRALES

Champ d'application

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, on entend par:

1° profession libérale: toute activité professionnelle indépendante de prestation de services ou de fourniture de biens, qui ne constitue pas un acte de commerce ou une activité artisanale visée par la loi du 18 mars 1965 sur le registre de l'artisanat et qui n'est pas visée par la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, à l'exclusion des activités agricoles et d'élevage;

2° client: toute personne physique ou morale qui, dans les contrats visés par la présente loi, agit à des fins qui

n'entrent pas dans le cadre de son activité professionnelle;

3° autorité professionnelle: l'ordre professionnel ou l'institut professionnel compétent en vertu de la loi pour réglementer l'activité professionnelle d'une profession libérale déterminée;

l'activité professionnelle consiste à mettre à la disposition des 4° de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, remplacé par la loi du 25 mai 1999.

Art. 3. Au cas où une profession libérale est exercée dans le cadre d'une personne morale, sans que cette personne morale soit titulaire d'une profession libérale, la

personne morale est également liée par les dispositions de la présente loi.

Des clauses abusives

Art. 7. § 1er. Toute clause abusive dans un contrat conclu avec son client par le titulaire d'une profession libérale, agissant dans le cadre de son activité professionnelle, est interdite et nulle.

Le contrat reste contraignant pour les parties s'il peut subsister sans les clauses abusives.

§ 2. Est abusive toute clause ou condition n'ayant pas fait l'objet d'une négociation individuelle et qui crée au détriment du client un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties, à l'exception des clauses qui reflètent des dispositions législatives ou réglementaires impératives ainsi que des dispositions ou principes des conventions internationales auxquelles la Belgique ou l'Union européenne est partie.

§ 3. Une clause est toujours considérée comme n'ayant pas fait l'objet d'une négociation individuelle lorsqu'elle a été rédigée préalablement et que le client n'a, de ce fait, pas pu avoir d'influence sur son contenu, notamment dans le cadre d'un contrat d'adhésion.

Le fait que certains éléments d'une clause ou qu'une clause isolée aient fait l'objet d'une négociation individuelle n'exclut pas l'application de la présente loi au reste d'un contrat si l'appréciation globale permet de conclure qu'il s'agit d'un contrat d'adhésion.

Si le titulaire d'une profession libérale prétend qu'une clause standardisée a fait l'objet d'une négociation individuelle, la charge de la preuve lui incombe.

§ 4. Sont interdites et nulles, les clauses énumérées à l'annexe à la présente loi, même si elles ont été négociées.

Art. 8. Le caractère abusif d'une clause contractuelle est apprécié en tenant compte de la nature des biens ou services qui font l'objet du contrat et en se référant, au moment de la conclusion du contrat, à toutes les circonstances qui entourent sa conclusion, de même qu'à toutes les autres clauses du contrat, ou d'un autre contrat dont il dépend.

L'appréciation du caractère abusif des clauses ne porte ni sur la définition de l'objet principal du contrat, ni sur l'adéquation entre le prix ou la rémunération, d'une part, et les services ou les biens à fournir en contrepartie, d'autre part, pour autant que ces clauses soient rédigées de façon claire et compréhensible.

Art. 9. Lorsque toutes ou certaines clauses du contrat visé à l'article 7, § 1er, sont écrites, ces clauses doivent être rédigées de façon claire et compréhensible.

En cas de doute sur le sens d'une clause, l'interprétation la plus favorable au client prévaut. Cette règle d'interprétation n'est pas d'application dans le cadre de l'action en cessation prévue aux articles 18 à 24 de la présente loi.

Art. 10. § 1er. La Commission des clauses abusives, visée aux articles 35 et 36 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, modifiées par la loi du 7 décembre 1998, connaît des clauses et conditions utilisées dans les contrats entre les titulaires de professions libérales et leurs clients.

§ 2. Pour l'application du § 1er, la Commission peut être saisie par les ministres ayant la Justice ou les Affaires économiques dans leurs attributions, par le ministre compétent pour la profession libérale concernée, par les organisations de consommateurs ou de clients, par les autorités professionnelles ou par les groupements professionnels ou interprofessionnels intéressés.

Elle peut également se saisir d'office.

§ 3. La Commission recommande:

1° la suppression ou la modification des clauses et conditions qui lui paraissent créer un déséquilibre manifeste entre les droits et les obligations des parties, au détriment du client;

2° l'insertion de mentions, clauses et conditions qui lui paraissent nécessaires pour l'information du client ou dont l'absence lui paraît créer un déséquilibre manifeste entre les droits et les obligations des parties, au détriment du client;

3° une rédaction et une présentation des clauses et conditions qui soient de nature à permettre au client d'en comprendre le sens et la portée.

Les autorités professionnelles, les groupements professionnels ou interprofessionnels et les organisations de consommateurs ou de clients peuvent demander l'avis de la Commission sur des projets de clauses ou conditions utilisées dans les contrats conclus entre les titulaires de professions libérales et leurs clients.

§ 4. Dans le cadre de ses compétences, la Commission propose aux ministres concernés les modifications législatives ou réglementaires qui lui paraissent souhaitables.

§ 5. La Commission des clauses abusives établit et publie chaque année un rapport de son activité. Celui-ci contient notamment le texte intégral des recommandations et des propositions formulées pendant l'année.

§ 6. Le Roi détermine la composition et les modalités de fonctionnement de la Commission dans le cadre de l'application du présent article.

Droit applicable aux obligations contractuelles

CODE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ (EXTRAIT)

Art. 98. § 1er. Le droit applicable aux obligations contractuelles est déterminé par la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, conclue à Rome le 19 juin 1980.

Hormis les cas où la loi en dispose autrement, les obligations contractuelles que cette convention exclut de son domaine d'application sont régies par le droit applicable en vertu de ses articles 3 à 14.

CONVENTION DE ROME (EXTRAIT)

Titre II. Règles uniformes

Art. 3. § 1. Le contrat est régi par la loi choisie par les parties. Ce choix doit être exprès ou résulter de façon certaine des dispositions du contrat ou des circonstances de la cause. Par ce choix, les parties peuvent désigner la loi applicable à la totalité ou à une partie seulement de leur contrat.

§ 2. Les parties peuvent convenir, à tout moment, de faire régir le contrat par une loi autre que celle qui le régissait auparavant soit en vertu d'un choix antérieur selon le présent article, soit en vertu d'autres dispositions du présent chapitre. Toute modification quant à la détermination de la loi applicable, intervenue postérieurement à la conclusion du contrat, n'affecte pas la validité formelle du contrat au sens de l'article 8 et ne porte pas atteinte aux droits des tiers.

§ 3. Le choix par les parties d'une loi étrangère, assorti ou non de celui d'un tribunal étranger, ne peut, lorsque tous les autres éléments de la situation sont localisés au moment de ce choix dans un seul pays, porter atteinte aux dispositions auxquelles la loi de ce pays ne permet pas de déroger par contrat, ci-après dénommées "dispositions impératives".

§ 4. L'existence et la validité du consentement des parties quant au choix de la loi applicable sont régies par les dispositions établies aux articles 8, 9 et 11.

LOI DU 11 MARS 2003 SUR CERTAINS ASPECTS JURIDIQUES DES SERVICES DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION (EXTRAIT)

Chapitre V. Contrats conclus par voie électronique

Art. 16. § 1er. Toute exigence légale ou réglementaire de forme relative au processus contractuel est réputée satisfaite à l'égard d'un contrat par voie électronique lorsque les qualités fonctionnelles de cette exigence sont préservées.

§ 2. Pour l'application du § 1er, il y a lieu de considérer:

- que l'exigence d'un écrit est satisfaite par une suite de signes intelligibles et accessibles pour être consultés ultérieurement, quels que soient leur support et leurs modalités de transmission;

- que l'exigence, expresse ou tacite, d'une signature est satisfaite dans les conditions prévues soit à l'article 1322, alinéa 2, du Code civil, soit à l'article 4, § 4, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification;

- que l'exigence d'une mention écrite de la main de celui qui s'oblige peut être satisfaite par tout procédé garantissant que la mention émane de ce dernier.

§ 3. En outre, le Roi peut, dans les dix-huit mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, adapter toute disposition législative ou réglementaire qui constituerait un obstacle à la conclusion de contrats par voie électronique et qui ne serait pas couverte par les §§ 1er et 2.

Les arrêtés royaux pris en vertu de l'alinéa 1er sont abrogés lorsqu'ils n'ont pas été confirmés par la loi dans les quinze mois qui suivent leur publication au Moniteur belge.

Art. 17. L'article 16 n'est pas applicable aux contrats qui relèvent d'une des catégories suivantes:

1° les contrats qui créent ou transfèrent des droits sur des biens immobiliers, à l'exception des droits de location;

2° les contrats pour lesquels la loi requiert l'intervention des tribunaux, des autorités publiques ou de professions exerçant une autorité publique;

3° les contrats de sûretés et garanties fournis par des personnes agissant à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de leur activité professionnelle ou commerciale;

4° les contrats relevant du droit de la famille ou du droit des successions.

Beschikkingen van toepassing op de verkoopsvoorwaarden

Algemene principes

BURGERLIJK WETBOEK (UITTREKSEL)

Artikel 1134. Alle overeenkomsten die wettig zijn aangegaan, strekken degenen die deze hebben aangegaan, tot wet.

Zij kunnen niet herroepen worden dan met hun wederzijdse toestemming of op de gronden door de wet erkend.

Zij moeten te goeder trouw worden ten uitvoer gebracht.

Artikel 1135. Overeenkomsten verbinden niet alleen tot hetgeen daarin uitdrukkelijk bepaald is, maar ook tot alle gevolgen die door de billijkheid, het gebruik of de wet aan de verbintenis, volgens de aard ervan, worden toegekend.

Niet-uitvoering, schade en overmacht

BURGERLIJK WETBOEK (UITTREKSEL)

Afdeling IV. SCHADEVERGOEDING WEGENS NIET-NAKOMING VAN DE VERBINTENIS.

Art. 1146. Schadevergoeding is dan eerst verschuldigd wanneer de schuldenaar in gebreke is zijn verbintenis na te komen, behalve indien hetgeen de schuldenaar zich verbonden heeft te geven of te doen, niet kon gegeven of gedaan worden dan binnen een bepaalde tijd, die hij heeft laten voorbijgaan.

Art. 1147. De schuldenaar wordt, indien daartoe grond bestaat, veroordeeld tot het betalen van schadevergoeding, hetzij wegens niet uitvoering van de verbintenis, hetzij wegens vertraging in de uitvoering, wanneer hij niet bewijst dat het niet nakomen het gevolg is van een vreemde oorzaak die hem niet kan worden toegerekend, en hoewel er zijnerzijds geen kwade trouw is.

Art. 1148. Geen schadevergoeding is verschuldigd, wanneer de schuldenaar door overmacht of toeval verhinderd is geworden datgene te geven of te doen waartoe hij verbonden was, of datgene gedaan heeft wat hem verboden was.

Art. 1149. De aan de schuldeiser verschuldigde schadevergoeding bestaat, in het algemeen, in het verlies dat hij heeft geleden en in de winst die hij heeft moeten derven, behoudens de hierna gestelde uitzonderingen en beperkingen.

Art. 1150. De schuldenaar is slechts gehouden tot vergoeding van de schade die was voorzien of die men heeft kunnen voorzien ten tijde van het aangaan van het contract, wanneer het niet uitvoeren van de verbintenis niet door zijn opzet is veroorzaakt.

Art. 1151. Zelfs ingeval het niet uitvoeren van de overeenkomst is veroorzaakt door opzet van de schuldenaar, moet de schadevergoeding, wat betreft het verlies dat de schuldeiser heeft geleden en de winst die hij

heeft moeten derven, alleen omvatten hetgeen een onmiddellijk en rechtstreeks gevolg is van het niet uitvoeren van de overeenkomst.

Art. 1152. (Opgeheven)

W 1998-11-23/36, art. 5, 005; Inwerkingtreding: 23-01-1999

Art. 1153. Inzake verbintenissen die alleen betrekking hebben op het betalen van een bepaalde geldsom, bestaat de schadevergoeding wegens vertraging in de uitvoering nooit in iets anders dan in de wettelijke interest, behoudens de bij de wet gestelde uitzonderingen.

W 01-05-1913, art. 6

Die schadevergoeding is verschuldigd zonder dat de schuldeiser enig verlies hoeft te bewijzen.

Zij is verschuldigd te rekenen van de dag der aanmaning tot betaling, behalve ingeval de wet ze van rechtswege doet lopen.

Indien er opzet van de schuldenaar is, kan de schadevergoeding de wettelijke interest te boven gaan.

(Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 1907, kan de rechter, ambtshalve of op verzoek van de schuldenaar, de interest die werd bedongen als schadevergoeding wegens vertraging in de uitvoering, verminderen, indien de bedongen interest kennelijk de ten gevolge van de vertraging geleden schade te boven gaat. In geval van herziening kan de rechter de schuldenaar niet veroordelen tot een interest die lager is dan de wettelijke interest. Ieder beding dat strijdig is met de bepalingen van dit lid wordt voor niet-geschreven gehouden.)

W 1998-11-23/36, art. 2, 005; Inwerkingtreding: 23-01-1999

Art. 1154. Vervallen interesten van kapitalen kunnen interest opbrengen, ofwel ten gevolge van een gerechtelijke (aanmaning) ofwel ten gevolge van een bijzondere overeenkomst, mits de (aanmaning) of de

overeenkomst betrekking heeft op interesten die ten minste voor een geheel jaar verschuldigd zijn.

W 01-05-1913, art. 7

Postestatieve voorwaarde

BURGERLIJK WETBOEK (UITTREKSEL)

Art. 1174. Iedere verbintenis is nietig, wanneer zij is aangegaan onder een potestatieve voorwaarde van de zijde van degene die zich verbindt.

Ontbindende voorwaarde

BURGERLIJK WETBOEK (UITTREKSEL)

Art. 1184. In wederkerige contracten is de ontbindende voorwaarde altijd stilzwijgend begrepen, voor het geval dat een van beide partijen haar verbintenis niet nakomt.

In dit geval is het contract niet van rechtswege ontbonden. De partij jegens wie de verbintenis niet is uitgevoerd, heeft de keus om ofwel de andere partij te

noodzaken de overeenkomst uit te voeren, wanneer de uitvoering mogelijk is, ofwel de ontbinding van de overeenkomst te vorderen, met schadevergoeding.

De ontbinding moet in rechte gevorderd worden, en aan de verweerder kan, naar gelang van de omstandigheden, uitstel worden verleend.

Strafbeding

BURGERLIJK WETBOEK (UITTREKSEL)

Art. 1226. Een strafbeding is een beding waarbij een persoon zich voor het geval van niet-uitvoering van de overeenkomst verbindt tot betaling van een forfaitaire vergoeding van de schade die kan worden geleden ten gevolge van de niet-uitvoering van de overeenkomst.

W 1998-11-23/36, art. 3, 005; Inwerkingtreding: 23-01-1999

Art. 1227. Nietigheid van de hoofdverbintenis maakt ook het strafbeding nietig.

Nietigheid van het strafbeding heeft geenszins nietigheid van de hoofdverbintenis ten gevolge.

Art. 1228. De schuldeiser kan, in plaats van de bedongen straf te vorderen tegen de schuldenaar die in gebreke is, nakoming van de hoofdverbintenis eisen.

Art. 1229. Het strafbeding vergoedt de schade die de schuldeiser lijdt ten gevolge van het niet nakomen van de hoofdverbintenis.

Hij kan niet tegelijk het nakomen van de hoofdverbintenis en de straf vorderen, tenzij deze voor de enkele vertraging bedongen is.

Art. 1230. Bepaalt de oorspronkelijke verbintenis een tijd of bepaalt zij geen tijd waarbinnen zij moet worden uitgevoerd, in elk geval is de straf alleen dan toepasselijk, wanneer hij die zich heeft verbonden iets te geven, of iets te ontvangen, of iets te doen, in gebreke is.

Art. 1231. § 1. De rechter kan, ambtshalve of op verzoek van de schuldenaar, de straf die bestaat in het betalen van een bepaalde geldsom verminderen, wanneer die som kennelijk het bedrag te boven gaat dat de partijen konden vaststellen om de schade wegens de niet-uitvoering van de overeenkomst te vergoeden.

W 1998-11-23/36, art. 4, 005; Inwerkingtreding: 23-01-1999

In geval van herziening kan de rechter de schuldenaar niet veroordelen tot een kleinere geldsom dan bij gebrek aan strafbeding verschuldigd zou zijn geweest.

§ 2. De straf kan door de rechter worden verminderd wanneer de hoofdverbintenis gedeeltelijk is uitgevoerd.

§ 3. Ieder beding dat strijdig is met de bepalingen van dit artikel wordt voor niet-geschreven gehouden.

Art. 1232. Wanneer de oorspronkelijke verbintenis, onder strafbeding aangegaan, een ondeelbare zaak betreft, is de straf toepasselijk doordat één van de erfgenamen van de schuldenaar tegen de verbintenis gehandeld heeft, en de straf kan gevorderd worden, hetzij van hem die de overtreding heeft begaan, en zulks voor het geheel, hetzij van ieder van de medeërfgenamen voor zijn aandeel, en hypothecair voor het geheel, behoudens hun verhaal op hem die de toepassing van de straf veroorzaakt heeft.

Art. 1233. Wanneer de oorspronkelijke verbintenis, onder strafbeding aangegaan, deelbaar is, is de straf alleen toepasselijk op degene van de erfgenamen van de schuldenaar die tegen deze verbintenis gehandeld heeft, en zulks enkel voor het aandeel waartoe hij in de hoofdverbintenis gehouden was, zonder dat enige vordering bestaat tegen hen die de verbintenis hebben nagekomen.

Deze regel lijdt uitzondering wanneer het strafbeding is ingelast met de bedoeling dat de betaling niet bij gedeelten zal kunnen geschieden, en een medeërfgenaar de nakoming van de verbintenis in haar geheel verhindert heeft. Alsdan kan de straf van laatstgenoemde geëist worden voor het geheel, en van de overige medeërfgenamen slechts voor hun aandeel, behoudens hun recht van verhaal.

Schuldvergelijking

BURGERLIJK WETBOEK (UITTREKSEL)

Art. 1289. Wanneer twee personen elkaars schuldenaar zijn, heeft tussen hen schuldvergelijking plaats,

waardoor de twee schulden teniet gaan, op de wijze en in de gevallen hierna vermeld.

WET VAN 14 JULI 1991 BETREFFENDE DE HANDELSPRAKTIJEN EN DE VOORLICHTING EN BESCHERMING VAN DE CONSUMENT. (UITTREKSEL)

Van toepassing

Hoofdstuk I. Algemene definities

Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet moet worden verstaan onder:

1. Producten: alle lichamelijke roerende zaken;
2. Diensten: alle prestaties die een handelsdaad uitmaken of een ambachtsactiviteit bedoeld in de wet op het ambachtsregister;
3. Homogene diensten: alle diensten waarvan de eigenschappen en de modaliteiten identiek of gelijkaardig zijn, ongeacht onder meer het ogenblik, de plaats van de uitvoering, de dienstverstrekker of de persoon voor wie ze bestemd zijn;
4. Etikettering: de vermeldingen, aanwijzingen, gebruiksaanwijzingen, warenmerken, afbeeldingen of tekens die betrekking hebben op een produkt of op een homogene dienst en die voorkomen op het produkt zelf of op enig verpakkingsmiddel, document, bordje, etiket, band of label dat bij dit produkt of bij deze dienst is gevoegd of daarop betrekking heeft;
5. Op de markt brengen: de invoer met het oog op de verkoop, het bezit met het oog op de verkoop, de koopaanbieding, de verkoop, het huuraanbod van pro-

dukten en diensten, de verhuring van produkten en diensten, de afstand onder bezwarende titel of gratis, als deze verrichtingen worden gedaan door een verkoper;

6. Verkoper:

- a) elke handelaar of ambachtsman en elke natuurlijke persoon of rechtspersoon, die produkten of diensten te koop aanbieden of verkopen in het kader van een beroepsactiviteit of met het oog op de verwezenlijking van hun statutair doel;
- b) de overheidsinstellingen of de rechtspersonen waarin de overheid een overwegend aandeel heeft, die een commerciële, financiële of industriële activiteit aan de dag leggen en die produkten of diensten te koop aanbieden of verkopen;
- c) de personen die, hetzij in eigen naam, hetzij in naam of voor rekening van een al dan niet met rechtspersoonlijkheid beklede derde, met of zonder winstoogmerk, een commerciële, financiële of industriële activiteit uitoefenen en die produkten of diensten te koop aanbieden of verkopen;

7. Consument: iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die, uitsluitend voor niet-beroepsmatige doeleinden, op de markt gebrachte produkten of diensten verwerft of gebruikt;

8. De Minister: de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren.

(9. Werkdagen: het geheel van alle kalenderdagen met uitsluiting van de zondagen en wettelijke feestdagen. Als een termijn, uitgedrukt in werkdagen, op een zaterdag afloopt, wordt hij verlengd tot de eerstvolgende werkdag.)

W 1999-05-25/42, art. 2, 013; Inwerkingtreding: 01-10-1999

Deze wet is niet van toepassing op effecten en andere financiële instrumenten bedoeld in de wetgeving betreffende de financiële transacties en de financiële markten. (Onder de voorwaarden en rekening houdend met de aanpassingen die Hij bepaalt, kan de Koning evenwel sommige bepalingen van deze wet van toepassing verklaren op voornoemde effecten en andere financiële instrumenten of op categorieën daarvan.)

W 1994-12-21/31, art. 177, 005; Inwerkingtreding: 02-01-1995

Onrechtmatige bedingen

Art. 31. § 1. Voor de toepassing van deze wet moet worden verstaan onder onrechtmatig beding, elk beding of elke voorwaarde die, alleen of in samenhang met een of meer andere bedingen of voorwaarden, een kennelijk onevenwicht schept tussen de rechten en plichten van de partijen.

W 1998-12-07/35, art. 2, 011; Inwerkingtreding: 01-02-1999

§ 2. Voor de toepassing van deze afdeling moet worden verstaan onder:

1° producten: niet enkel de lichamelijke roerende zaken, maar ook de onroerende zaken, de rechten en de verplichtingen;

2° verkoper: niet enkel de personen bedoeld in artikel 1, 6, maar ook iedere andere natuurlijke persoon of rechtspersoon, uitgezonderd de titularissen van een vrij beroep zoals bepaald in artikel 2, 1°, van de wet van 3 april 1997 betreffende oneerlijke bedingen in overeenkomsten gesloten tussen titularissen van vrije beroepen en hun cliënten, die bij een overeenkomst afgesloten met een consument handelt in het kader van zijn beroepsactiviteit.

§ 3. Voor de beoordeling van het onrechtmatige karakter van een beding van een overeenkomst worden alle omstandigheden rond de sluiting van de overeenkomst, alsmede alle andere bedingen van de overeenkomst of van een andere overeenkomst waarvan deze afhankelijk is, op het moment waarop de overeenkomst is gesloten in aanmerking genomen, rekening houdend met de aard van de producten of diensten waarop de overeenkomst betrekking heeft.

De beoordeling van het onrechtmatige karakter van bedingen heeft geen betrekking op de bepaling van het eigenlijke voorwerp van de overeenkomst, noch op de gelijkwaardigheid van enerzijds de prijs of vergoeding en anderzijds de als tegenprestatie te leveren producten of te verrichten diensten, voor zover die bedingen duidelijk en begrijpelijk zijn geformuleerd.

§ 4. Indien alle of bepaalde bedingen van de overeenkomst schriftelijk zijn, moeten ze duidelijk en begrijpelijk zijn opgesteld.

Ingeval van twijfel over de betekenis van een beding, prevaleert de voor de consument gunstigste interpretatie. Deze uitleggingsregel is niet van toepassing in het kader van vordering tot staking bepaald in artikel 95.

W 1998-12-07/35, art. 2, 011; Inwerkingtreding: 01-02-1999

Art. 32. In de overeenkomsten gesloten) tussen een verkoper en een consument, zijn onrechtmatig de bedingen en voorwaarden of de combinaties van bedingen en voorwaarden die ertoe strekken:

W 1998-12-07/35, art. 3, 011; Inwerkingtreding: 01-02-1999

1. bij de ondertekening van het contract een onmiddellijke en definitieve verbintenis van de consument te voorzien terwijl de verkoper zich verbindt onder een voorwaarde waarvan de verwezenlijking enkel van zijn wil afhangt;

2. de prijs te doen schommelen op basis van elementen die enkel afhangen van de wil van de verkoper;

(Deze bepaling doet geen afbreuk:

- aan bedingen van prijsindexering, voor zover deze niet onwettig zijn en de wijze waarop de prijzen worden aangepast expliciet beschreven is in de overeenkomst;

- aan bedingen waarbij de verkoper van financiële diensten zich het recht voorbehoudt het tarief van deze diensten te wijzigen, mits de verkoper verplicht wordt dit ter kennis te brengen van de consument binnen een redelijke opzegtermijn en deze vrij is onmiddellijk de overeenkomst op te zeggen;

- aan bedingen waarbij de verkoper van financiële diensten zich het recht voorbehoudt de door of aan de consument te betalen rentevoet te wijzigen, zonder enige opzegtermijn in geval van geldige reden, mits de verkoper verplicht wordt dit zo spoedig mogelijk ter kennis te brengen van de consument en deze vrij is onmiddellijk de overeenkomst op te zeggen.

W 1998-12-07/35, art. 3, 011; Inwerkingtreding: 01-02-1999

3. de verkoper het recht te verlenen om de kenmerken van het te leveren produkt of de te verlenen dienst eenzijdig te wijzigen indien die kenmerken wezenlijk zijn voor de consument, of voor het gebruik waartoe hij het produkt of de dienst bestemt, althans voor zover dit gebruik aan de verkoper was medegedeeld en door hem aanvaard of voor zover, bij gebrek aan een dergelijke specificatie, dit gebruik redelijkerwijze was te voorzien;

4. de leveringstermijn van een produkt of de uitvoeringstermijn van een dienst eenzijdig te bepalen of te wijzigen;

5. de verkoper het recht te verlenen om eenzijdig te beslissen of het geleverde produkt of de verleende dienst overeenstemt met de overeenkomst of hem het exclusieve recht te geven om één of ander beding van de overeenkomst te interpreteren;

W 1998-12-07/35, art. 3, 011; Inwerkingtreding: 01-02-1999

6. de consument te verbieden de ontbinding van de overeenkomst te vragen ingeval de verkoper zijn verbintenis niet nakomt;

7. het recht van de consument te beperken om de overeenkomst op te zeggen, wanneer de verkoper, in het raam van zijn garantieverplichting, zijn verbintenis om

het produkt te herstellen niet of niet binnen een redelijke termijn nakomt;

W 2004-09-01/38, art. 5, 021; Inwerkingtreding: 01-01-2005

8. de consument ertoe te verplichten zijn verbintenissen na te komen, terwijl de verkoper de zijne niet is nagekomen, of in gebreke zou zijn deze na te komen;

9. onverminderd de bepalingen van artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek, de verkoper toe te staan de overeenkomst eenzijdig te ontbinden of te wijzigen zonder schadeloosstelling voor de consument, behoudens overmacht;

10. zelfs bij overmacht, de consument niet toe te staan de overeenkomst te ontbinden dan tegen betaling van een schadevergoeding;

11. de verkoper te ontslaan van zijn aansprakelijkheid voor zijn opzet, zijn grove schuld of voor die van zijn aangestelden of lasthebbers of voor het niet-uitvoeren van een verbintenis die een van de voornaamste prestaties van de overeenkomst vormt;

12. de wettelijke waarborg voor verborgen gebreken bepaald bij de artikelen 1641 tot 1649 van het Burgerlijk Wetboek of de wettelijke verplichting tot levering van een goed dat met de overeenkomst in overeenstemming is bepaald bij de artikelen 1649bis tot 1649octies van het Burgerlijk Wetboek, op te heffen of te verminderen;

W 2004-09-01/38, art. 5, 021; Inwerkingtreding: 01-01-2005

13. een onredelijk korte termijn te bepalen om gebreken aan de verkoper te melden;

14. de consument te verbieden zijn schuld tegenover de verkoper te compenseren met een schuldvordering die hij op hem zou hebben;

15. het bedrag vast te leggen van de vergoeding verschuldigd door de consument die zijn verplichtingen niet nakomt, zonder in een gelijkwaardige vergoeding te voorzien ten laste van de verkoper die in gebreke blijft;

16. de consument voor een onbepaalde termijn te binden, zonder duidelijke vermelding van een redelijke opzeggingstermijn;

17. de overeenkomst voor een onredelijke termijn te verlengen indien de consument niet tijdig opzegt of een overeenkomst van bepaalde duur automatisch te verlengen, bij ontbreken van tegengestelde kennisgeving van de consument, terwijl een al te ver van het einde van de overeenkomst verwijderde datum is vastgesteld als uiterste datum voor de kennisgeving van de wil van de consument om de overeenkomst niet te verlengen;

W 1998-12-07/35, art. 3, 011; Inwerkingtreding: 01-02-1999

18. de bewijsmiddelen die de consument kan aanwenden, te beperken;

19. in geval van betwisting, de consument te doen afzien van elk middel tot verhaal tegen de verkoper;

20. de eiser toe te staan zijn vordering, op grond van een contractueel bedongen keuze van woonplaats, voor een andere rechter in te leiden dan die welke is aangegeven in artikel 624, 1°, 2° en 4°, van het Gerechtelijk Wetboek onverminderd de toepassing van het Verdrag van 27 september 1968 betreffende de rechterlijke bevoegdheid en de tenuitvoerlegging van de beslissingen in burgerlijke en handelszaken, goedgekeurd bij de wet van 13 januari 1971;

21. in geval van niet-uitvoering of vertraging in de uitvoering van de verbintenissen van de koper, schadevergoedingsbedragen vast te stellen die duidelijk niet evenredig zijn aan het nadeel dat door de verkoper kan worden geleden.

22. de verkoper toe te laten de overeenkomst te beëindigen of te wijzigen omwille van de invoering van de euro.

Deze bepaling is niet van toepassing op de bedingen die het voorwerp zijn geweest van een individuele onderhandeling.

Als de verkoper beweert dat het beding het voorwerp is geweest van een individuele onderhandeling dan draagt hij daarvan de bewijslast.

Een beding wordt echter onweerlegbaar geacht niet het voorwerp geweest te zijn van een individuele onderhandeling als het is opgesteld voorafgaand aan de sluiting van het contract en de consument daardoor geen invloed heeft kunnen hebben op de inhoud ervan, zoals in het kader van een toetredingscontract.

W 1998-10-30/31, art. 58, 010; Inwerkingtreding: 01-12-1998

22bis. de wettelijke aansprakelijkheid van de verkoper uit te sluiten of te beperken bij overlijden of lichamelijk letsel van de consument ten gevolge van een doen of nalaten van deze verkoper;

W 1999-05-25/42, art. 9, 013; Inwerkingtreding: 01-10-1999

23. op onweerlegbare wijze de instemming van de consument vast te stellen met bedingen waarvan deze niet daadwerkelijk kennis heeft kunnen nemen vóór het sluiten van de overeenkomst;

24. de verkoper toe te staan door de consument betaalde bedragen te behouden wanneer deze afziet van het sluiten van de overeenkomst, zonder erin te voorzien dat de consument een gelijkwaardig bedrag aan schadevergoeding mag ontvangen van de verkoper wanneer deze laatste afziet;

25. de verkoper toe te staan de door de consument betaalde voorschotten te behouden ingeval de verkoper zelf de overeenkomst opzegt;

26. de verplichting van de verkoper te beperken om de verbintenissen na te komen die door zijn gevolmachtigden zijn aangegaan, of diens verbintenissen te laten afhangen van het naleven van een bijzondere formaliteit;

27. op ongepaste wijze de wettelijke rechten van de consument ten aanzien van de verkoper of een andere partij in geval van volledige of gedeeltelijke wanprestatie of van gebrekkige uitvoering door de verkoper van een van diens contractuele verplichtingen uit te sluiten of te beperken;

28. te voorzien in de mogelijkheid van overdracht van de overeenkomst door de verkoper, wanneer hierdoor de garanties voor de consument zonder diens instemming geringer kunnen worden.

W 1998-12-07/35, art. 3, 011; Inwerkingtreding: 01-02-1999

29. de voor een product of een dienst aangekondigde prijs te verhogen omwille van de weigering van de consument om via bankdomiciliëring te betalen;

30. de voor een product of een dienst aangekondigde prijs te verhogen omwille van de weigering van de con-

sument om zijn facturen via elektronische post te ontvangen.

W 2006-12-03/44, art. 2, 023; Inwerkingtreding: 30-12-2006

Art. 33. § 1. Elk onrechtmatig beding in de zin van de bepalingen van deze afdeling is verboden en nietig.

W 1998-12-07/35, art. 4, 011; Inwerkingtreding: 01-02-1999

De overeenkomst blijft bindend voor de partijen, indien de overeenkomst zonder de onrechtmatige bedingen kan voortbestaan.

De consument kan niet afzien van de rechten die hem bij deze afdeling worden toegekend.

§ 2. Een beding dat de wet van een Staat die geen lid is van de Europese Unie op de overeenkomst toepasselijk verklaart, wordt wat de in deze afdeling geregelde aangelegenheden betreft voor niet geschreven gehouden wanneer bij gebreke van dat beding de wet van een Lidstaat van de Europese Unie toepasselijk zou zijn en die wet de consument in de genoemde aangelegenheden een hogere bescherming verleent.

WET VAN 2 AUGUSTUS 2002 BETREFFENDE DE MISLEIDENDE EN VERGELIJKENDE RECLAME, DE ONRECHTMATIGE BEDINGEN EN DE OP AFSTAND GESLOTEN OVEREENKOMSTEN INZAKE DE VRIJE BEROEPEN

Van toepassing op

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1° vrij beroep: elke zelfstandige beroepsactiviteit die dienstverlening of levering van goederen omvat welke geen daad van koophandel of ambachtsbedrijvigheid is, zoals bedoeld in de wet van 18 maart 1965 op het ambachtsregister en die niet wordt bedoeld in de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, met uitsluiting van de landbouwbedrijvigheden en de veeteelt;

2° cliënt: iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die bij door deze wet bedoelde overeenkomsten handelt voor doeleinden die buiten zijn beroepsactiviteit vallen;

3° beroepsregulerende overheid: de beroepsorde die of het beroepsinstituut dat krachtens de wet bevoegd is om de beroepsactiviteit van een bepaald vrij beroep te reguleren;

4° reclame: iedere vorm van mededeling bij de uitoefening van een vrij beroep die rechtstreeks of onrechtstreeks tot doel heeft de afzet van goederen of diensten te bevorderen, met inbegrip van onroerende goederen, van rechten en verplichten en met uitsluiting van de door de wet voorgeschreven mededelingen;

5° adverteerder: de persoon ten gunste van wie of voor rekening waarvan de reclame wordt gemaakt of die ze besteld heeft;

6° overeenkomst op afstand: elke overeenkomst tussen een titularis van een vrij beroep en een cliënt inzake goederen of diensten die wordt gesloten in het kader van een door de titularis van een vrij beroep georganiseerd systeem voor verkoop of dienstverlening op afstand waarbij, voor deze overeenkomst, uitsluitend gebruik gemaakt wordt van één of meer technieken voor communicatie op afstand tot en met de sluiting van de overeenkomst zelf;

7° techniek voor communicatie op afstand: ieder middel dat, zonder gelijktijdige fysieke aanwezigheid van de titularis van het vrij beroep en de cliënt, kan worden gebruikt voor de sluiting van de overeenkomst tussen deze partijen;

8° communicatietechniek-exploitant: iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon, publiekrechtelijke of privaatrechtelijke, wiens beroepsactiviteit erin bestaat één of meer technieken voor communicatie op afstand aan de titularissen van vrij beroepen ter beschikking te stellen;

9° financiële diensten: diensten als bedoeld in artikel 77, § 1, 4°, van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, vervangen bij de wet van 25 mei 1999.

Art. 3. Ingeval een vrij beroep wordt uitgeoefend in het kader van een rechtspersoon, zonder dat deze rechtspersoon titularis is van een vrij beroep, is de rechtspersoon eveneens gebonden door de bepalingen van deze wet.

Onrechtmatige bedingen

Art. 7. § 1. Verboden en nietig is elke onrechtmatig beding in een overeenkomst gesloten tussen de titularis van een vrij beroep handelend in het kader van zijn beroepsactiviteit en diens cliënt.

De overeenkomst blijft bindend voor de partijen indien zij zonder de onrechtmatige bedingen kan voortbestaan.

§ 2. Een onrechtmatig beding is elk beding of elke voorwaarde waarover niet afzonderlijk is onderhandeld en dat het evenwicht tussen de uit de overeenkomst voortvloeiende rechten en verplichtingen ten nadele van de cliënt aanzienlijk verstoort, met uitzondering van bedingen waarin dwingende wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen of bepalingen of beginselen van internationale overeenkomsten waarbij België of de Europese Unie partij is, zijn overgenomen.

§ 3. Een beding wordt steeds geacht niet het voorwerp van afzonderlijke onderhandeling te zijn geweest wanneer het, met name in het kader van een toetredingsovereenkomst, van tevoren is opgesteld en de cliënt dientengevolge geen invloed op de inhoud ervan heeft kunnen hebben.

Het feit dat sommige onderdelen van een beding of een afzonderlijk beding het voorwerp zijn geweest van een afzonderlijke onderhandeling sluit de toepassing

van deze wet op de rest van een overeenkomst niet uit, indien de algehele beoordeling leidt tot de conclusie dat het gaat om een toetredingsovereenkomst.

Wanneer de titularis van een vrij beroep stelt dat een standaardbeding het voorwerp is geweest van een afzonderlijke onderhandeling, dient hij dit te bewijzen.

§ 4. De bedingen opgesomd in de bijlage bij deze wet zijn verboden en nietig, zelfs als er over onderhandeld werd.

Art. 8. Voor de beoordeling van het onrechtmatig karakter van een beding van een overeenkomst wordt rekening gehouden met de aard van goederen of diensten waarop de overeenkomst betrekking heeft en worden alle omstandigheden rond het sluiten van de overeenkomst, alsmede alle andere bedingen van de overeenkomst of van een andere overeenkomst waarvan deze afhankelijk is op het ogenblik waarop de overeenkomst gesloten is, in aanmerking genomen.

De beoordeling van het onrechtmatig karakter van bedingen heeft geen betrekking op de bepaling van het eigenlijke voorwerp van de overeenkomst, noch op de gelijkwaardigheid van enerzijds de prijs of de vergoeding en anderzijds de als tegenprestatie te leveren goederen of de te verrichten diensten, voor zover die bedingen duidelijk en begrijpelijk zijn geformuleerd.

Art. 9. Indien alle of bepaalde bedingen van een in artikel 7, § 1, bedoelde overeenkomst schriftelijk zijn, moeten ze duidelijk en begrijpelijk zijn opgesteld.

In geval van twijfel over de betekenis van een beding, heeft de voor de cliënt gunstigste interpretatie voorrang. Deze interpretatieregel is niet van toepassing in het kader van de in artikelen 18 tot 24 van deze wet bedoelde vordering tot staking.

Art. 10. § 1. De Commissie voor Onrechtmatige Bedingen bedoeld in de artikelen 35 en 36 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, gewijzigd bij de wet van 7 december 1998, neemt kennis van de bedingen en voorwaarden die in de overeenkomsten gesloten tussen de titularissen van vrije beroepen en hun cliënten voorkomen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 kan op de Commissie een beroep worden gedaan door de ministers bevoegd voor Justitie of Economische Zaken, door de minister bevoegd voor het betrokken vrij beroep, door de consumenten- of cliëntenorganisaties, door de beroepsregulerende overheden of door de betrokken interprofessionele verenigingen of beroepsverenigingen. Zij kan ook van ambtswege optreden.

§ 3. De Commissie beveelt aan:

1° de schrapping of wijziging van bedingen en voorwaarden die haar kennelijk het evenwicht tussen de rechten en verplichtingen van de partijen lijken te verstoren, ten nadele van de cliënt;

2° de invoeging van vermeldingen, bedingen en voorwaarden die haar voor de voorlichting van de cliënt noodzakelijk lijken of waarvan de ontstentenis haar kennelijk het evenwicht tussen de rechten en verplichtingen van de partijen lijkt te verstoren, ten nadele van de cliënt;

3° de bedingen en voorwaarden zo op te stellen en op te maken dat de cliënt de betekenis en de draagwijdte ervan kan begrijpen.

De beroepsregulerende overheden, de interprofessionele verenigingen of beroepsverenigingen en consumenten- of cliëntenorganisaties kunnen de Commissie om advies verzoeken over ontwerpen van bedingen of voorwaarden die in overeenkomsten afgesloten tussen de titularissen van vrije beroepen en hun cliënten voorkomen.

§ 4. In het raam van haar bevoegdheden stelt de Commissie aan de betrokken ministers wijzigingen in de wetten of verordeningen voor die haar wenselijk lijken.

§ 5. De Commissie voor Onrechtmatige Bedingen stelt jaarlijks een verslag op van haar werkzaamheden en maakt dit verslag bekend. Dat verslag omvat onder meer de volledige tekst van de aanbevelingen en voorstellen die zij in de loop van het jaar heeft gedaan.

§ 6. In het kader van de toepassing van dit artikel stelt de Koning de samenstelling en werkingsmodaliteiten van de Commissie vast.

Recht van toepassing op contractuele verplichtingen

WET VAN 16 JULI 2004 HOUDENDE HET WETBOEK VAN INTERNATIONAAL PRIVAATRECHT (UITTREKSEL)

Art. 98. § 1. Het recht toepasselijk op de contractuele verbintenissen wordt vastgesteld door het Verdrag inzake het recht van toepassing op verbintenissen uit overeenkomst, gesloten te Rome op 19 juni 1980.

Behalve in de gevallen waarin de wet anders bepaalt, worden contractuele verbintenissen die van het toepassingsgebied van dat verdrag zijn uitgesloten, beheerst door het recht dat krachtens de artikelen 3 tot 14 ervan toepasselijk is.

VERDRAG VAN ROME (UITTREKSEL)

Titel II. EENVORMIGE REGELS

Artikel 3. § 1. Een overeenkomst wordt beheerst door het recht dat partijen hebben gekozen. De rechtskeuze moet uitdrukkelijk zijn gedaan of voldoende duidelijk blijken uit de bepalingen van de overeenkomst of de omstandigheden van het geval. Bij hun keuze kunnen partijen het toepasselijke recht aanwijzen voor de overeenkomst in haar geheel of voor slechts een onderdeel daarvan.

§ 2. Partijen kunnen te allen tijde overeenkomen de overeenkomst aan een ander recht te onderwerpen dan het recht dat deze voorheen, hetzij op grond van een vroegere rechtskeuze overeenkomstig dit artikel, hetzij op grond van een andere bepaling van dit Verdrag, beheerste. Een wijziging in de rechtskeuze door partijen na de totstandkoming van de overeenkomst is niet van in-

vloed op de formele geldigheid van de overeenkomst in de zin van artikel 9 en doet geen afbreuk aan rechten van derden.

§ 3. De keuze door partijen van een buitenlands recht, al dan niet gepaard gaande met de aanwijzing van een buitenlandse rechter, laat, wanneer alle overige elementen van het geval op het tijdstip van deze keuze met een enkel land zijn verbonden, onverlet de bepalingen waarvan volgens het recht van dit land niet bij overeenkomst mag worden afgeweken, hierna "dwingende bepalingen" te noemen.

§ 4. De vraag of er overeenstemming tussen partijen tot stand is gekomen over de keuze van het toepasselijke recht en of deze overeenstemming geldig is, wordt beheerst door de artikelen 8, 9 en 11.

WET VAN 11 MAART 2003 BETREFFENDE BEPAALDE JURIDISCHE ASPECTEN VAN DE DIENSTEN VAN DE INFORMATIEMAATSCHAPPIJ

Hoofdstuk V. Langs elektronische weg gesloten contracten

Art. 16. § 1. Aan elke wettelijke of reglementaire vormvereiste voor de totstandkoming van contracten langs elektronische weg is voldaan wanneer de functionele kwaliteiten van deze vereiste zijn gevrijwaard.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, moet in overweging worden genomen dat:

- aan de vereiste van een geschrift is voldaan door een opeenvolging van verstaanbare tekens die toegankelijk zijn voor een latere raadpleging, welke ook de drager en de transmissiemodaliteiten ervan zijn;

- aan de uitdrukkelijke of stilzwijgende vereiste van een handtekening is voldaan wanneer deze laatste beantwoordt aan de voorwaarden van ofwel artikel 1322, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek, ofwel van artikel 4, § 4, van de wet van 9 juli 2001 tot vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridische kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten;

- aan de vereiste van een geschreven vermelding van degene die zich verbindt, kan worden voldaan door om het even welk procédé dat waarborgt dat de vermelding effectief uitgaat van deze laatste.

§ 3. Tevens kan de Koning, binnen achttien maanden die volgen op de inwerkingtreding van deze wet, elke wettelijke of reglementaire bepaling aanpassen die een belemmering zou vormen voor het sluiten van contracten langs elektronische weg en die niet onder de toepassing zou vallen van de §§ 1 en 2.

De koninklijke besluiten genomen krachtens het eerste lid zijn opgeheven wanneer ze niet bij wet bekrachtigd geweest zijn binnen vijftien maanden na hun bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Art. 17. Artikel 16 is niet van toepassing op de contracten die tot één van de volgende categorieën behoren:

1° contracten die rechten doen ontstaan of overdragen ten aanzien van onroerende zaken, met uitzondering van huurrechten;

2° contracten waarvoor de wet de tussenkomst voorschrijft van de rechtbank, de autoriteit of de beroepsgroep die een publieke taak uitoefent;

3° contracten voor persoonlijke en zakelijke zekerheden welke gesteld worden door personen die handelen voor doeleinden buiten hun handels- of beroepsactiviteit;

4° contracten die onder het familierecht of het erfrecht vallen.

Conditions générales de vente

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE - QUELQUES CLAUSES

1. Opposabilité des conditions générales

Toute commande passée sous quelque forme que ce soit, emporte de plein droit reconnaissance par l'acheteur de la connaissance des présentes conditions générales de vente et acceptation sans réserve de celles-ci par l'acheteur. D'éventuelles conditions générales contraires de l'acheteur ne seront applicables que moyennant acceptation écrite et expresse de la part du vendeur.

Sauf communication par le vendeur, sous quelque forme que soit, d'une version plus récente des conditions générales de vente, les présentes conditions générales de vente s'appliqueront dès leur acceptation conformément à l'alinéa précédent également à toutes les relations futures entre parties.

2. Responsabilité

1.1. Le vendeur ne sera responsable, sur le plan contractuel ou extra-contractuel, que pour les dommages occasionnés à l'acheteur ou à toute autre personne en raison d'un dol dans le chef du vendeur. Le vendeur ne sera pas responsable des dommages causés par sa faute simple ou sa faute lourde.

1.2. Le vendeur ne sera en aucun cas responsable, sur le plan contractuel ou extra-contractuel, pour les dommages causés à l'acheteur ou à toute autre personne en raison d'une faute simple, d'une faute lourde ou d'un dol dans le chef des cocontractants et/ou agents du vendeur.

3. Dommages et intérêts

1.1. Sauf dans les cas prévus par les présentes conditions générales et sauf dispositions légales impératives contraires, le vendeur ne sera jamais tenu, quelle qu'en soit la cause, au paiement de dommages et intérêts à l'acheteur ou à des tiers.

1.2. Dans les cas où le vendeur serait tenu au paiement de dommages et intérêts, il ne pourra pas être tenu à l'indemnisation des dommages imprévisibles, indirects ou consécutifs, incluant, sans que cette liste ne soit limitative, un manque à gagner, la réduction de la valeur

d'usage, la perte d'un goodwill ou toute perte d'opportunités commerciales.

1.3. Dans tous les cas, les dommages et intérêts éventuellement dus par le vendeur sont limités à € par fait dommageable.

(...)

4. Retard de paiement

1.1. Sans préjudice d'autres droits du vendeur, toute somme impayée à l'échéance est, de plein droit et sans mise en demeure, majorée:

(i) d'un intérêt exigible le jour suivant de l'échéance au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne augmenté de 7 points.

(ii) d'une indemnité forfaitaire et irréductible de 15% des montants dus, à majorer de tous les frais et honoraires occasionnés par le non paiement et le recouvrement.

1.2. En cas de non paiement total ou partiel d'une facture à l'échéance:

(i) toutes sommes dues par l'acheteur au vendeur, à quelque titre que ce soit, deviennent immédiatement et de plein droit exigibles;

(ii) le vendeur se réserve le droit de suspendre ou d'annuler toutes les commandes en cours.

5. Résiliation ou suspension du contrat

Sans préjudice d'autres droits du vendeur, le vendeur se réserve le droit de suspendre ou de résoudre partiellement ou complètement le contrat, sans mise en demeure préalable, dans les cas suivants:

(i) des difficultés techniques chez le vendeur, ses fournisseurs, ses sous-traitants ou agents d'exécution;

(ii) faillite, liquidation ou difficultés de paiement de l'acheteur;

(iii) saisie, apposition des scellés, etc. des biens de l'acheteur;

(iv) reprise des activités de l'acheteur par un tiers.

En outre, sans préjudice d'autres droits du vendeur, le vendeur se réserve le droit de suspendre ou de résoudre partiellement ou complètement le contrat, après une mise en demeure non suivie d'effet, si l'acheteur ne remplit pas une de ses obligations contractuelles.

Algemene verkoopsvoorwaarden

ALGEMENE VERKOOPSVOORWAARDEN - ENKELE CLAUSULES

1. Aanvaarding van deze algemene verkoopsvoorwaarden

Iedere bestelling in gelijk welke vorm ook, houdt van rechtswege erkenning in vanwege de koper van zijn kennisname van onderhavige algemene verkoopsvoorwaarden en zijn aanvaarding ervan zonder voorbehoud. Eventuele andersluidende algemene voorwaarden van de koper zullen slechts toepasselijk zijn mits schriftelijke en uitdrukkelijke aanvaarding door de verkoper.

Onderhavige algemene verkoopsvoorwaarden zullen evenzeer van toepassing zijn, vanaf hun aanvaarding overeenkomstig voorgaande alinea, op alle toekomstige relaties tussen de partijen, behalve ingeval van mededeling vanwege de verkoper, onder gelijk welke vorm, van een recentere versie van algemene verkoopsvoorwaarden.

2. Aansprakelijkheid

1.1. De verkoper zal slechts contractueel of extracontractueel aansprakelijk zijn voor de schade toegebracht aan de koper of aan iedere andere persoon omwille van bedrog in hoofde van de verkoper. De verkoper zal niet aansprakelijk zijn voor de schade veroorzaakt door zijn lichte of zware fout.

1.2. De verkoper zal in ieder geval niet contactueel noch extracontractueel aansprakelijk zijn voor de schade aan de koper of aan ieder andere persoon, uit hoofd van een lichte fout, zware fout of bedrog in hoofde van zijn medecontractanten en/of agenten van de verkoper.

3. Schadevergoeding en intresten

1.1. Behoudens in de gevallen voorzien in onderhavige algemene voorwaarden en behoudens andersluidende dwingende wettelijke bepalingen, zal de verkoper nooit gehouden zijn, wat ook de oorzaak mag zijn, tot de betaling van schadevergoeding of intresten aan de koper of derden.

1.2. Ingeval de verkoper gehouden zou zijn tot de betaling van schadevergoeding en intresten, zal hij niet kunnen gehouden worden tot de vergoeding van onverwachte, indirecte of consecutieve schade, hierbij inbegrepen, zonder dat deze lijst limitatief zou zijn, een gedeerde winst, de vermindering van de gebruikswaarde, het verlies van goodwill of elk andere derving van commerciële opportuniteiten.

1.3. In ieder geval zijn de eventuele door de verkoper verschuldigde schadevergoeding en intresten beperkt tot € per schadeverwekkend feit.

(...)

4. Late betaling

1.1. Zonder afbreuk te doen aan de overige rechten van de verkoper, zal iedere onbetaalde som bij vervaldatum van rechtswege en zonder ingebrekestelling vermeerderd worden:

(i) met een intrest opeisbaar de dag volgend op de vervaldag aan de herfinancieringsrenten van de Europese Centrale Bank vermeerderd met 7 punten.

(ii) met een forfaitaire en onverminderbare schadevergoeding van 15% op de verschuldigde bedragen, te vermeerderen met alle kosten en honoraria veroorzaakt door de niet betaling en de invordering.

1.2. Ingeval van onvolledige of gedeeltelijke betaling van een factuur op de vervaldag:

(i) worden alle door de verkoper of de koper verschuldigde bedragen, omwille van om het even welke grond, onmiddellijk en van rechtswege opeisbaar;

(ii) houdt de verkoper zich het recht voor om alle lopende bestellingen op te schorten of te annuleren.

5. Ontbinding of opschorting van het contract

Zonder afbreuk te doen aan de overige rechten van de verkoper, houdt de verkoper zich het recht voor om het contract op te schorten of gedeeltelijk of geheel te ontbinden, zonder voorafgaande ingebrekestelling, in de volgende gevallen:

(i) technische moeilijkheden bij de verkoper, zijn leveranciers, zijn onderaannemers of uitvoeringsagenten

(ii) faillissement, vereffening of betalingsmoeilijkheden van de koper;

(iii) inbeslagname, verzegeling, enz. van de goederen van de koper;

(iv) overname van de activiteiten van de koper door een derde.

Bovendien, zonder afbreuk te doen aan de overige rechten van de verkoper, houdt de verkoper zich het recht voor om het contract op te schorten of gedeeltelijk of geheel te ontbinden, na een ingebrekestelling zonder resultaat, indien de koper nalaat één van zijn contractuele verbintenissen te vervullen.

General Sales Conditions

GENERAL SALES CONDITIONS - SOME MODEL CLAUSES

1. Acknowledgement of the General sales conditions

Buyers who make orders under whatsoever form automatically fully acknowledge the existence of the present general sales conditions and unreservedly accept them. Any contrary conditions imposed by the buyer will only be applicable if formally accepted by the seller in writing.

The present version of the general sales conditions will apply in conformity with the point above as from their acceptance and they will apply to all future relations between the parties; unless the seller communicates a more recent version of the general sales conditions in any form whatsoever.

2. Liability

1.1. The seller shall only be liable, whether contractually or in tort, for damages caused to the buyer or any other person through fraud committed by the seller. The seller will not be responsible for damages caused by ordinary faults or gross negligence.

1.2. Under no circumstances shall the seller be liable, whether contractually or in tort, for damages caused to the buyer or any other person due to an ordinary fault, gross misconduct or fraud committed by the seller's contracting partners or agents.

3. Damages

1.1. Except for situations provided for by the present general sales conditions and except for mandatory legal provisions to the contrary, the seller will never be held, for whatever reasons, to pay damages to the buyer or a third party.

1.2. In situations where the buyer would be held to pay damages, it cannot be obliged to pay unforeseen, indirect or consecutive damages, including (without making this list exhaustive) a loss of earnings, the reduction of the value of use, the loss of goodwill or the loss of any other sales.

1.3. In any event, all damages due by the seller will be limited to € per occurrence.

(...)

4. Non payment of invoices

1.1. Without prejudice to the seller's other rights, all amounts which are unpaid on the due date will and without formal notice be subject to:

(i) Interest due the day after the due date at the refinancing rate of the European Central Bank plus 7 points.

(ii) An inclusive and irreducible payment of 15% of the amount due, plus all costs and fees incurred through non payment and recovery of the price.

1.2. In the event that there are invoices which have not been paid in full or which have been partially paid at the due date:

(i) All sums payable by the buyer to the seller, whatever they relate to, become by right payable immediately;

(ii) The seller reserves the right to suspend or cancel all open orders.

4. Cancellation or suspension of the contract

Without prejudice to the seller's other rights, the seller reserves the right to suspend or partially or completely cancel the contract without prior formal notice in the following situations:

(i) in case of technical difficulties experienced by the seller, its suppliers, sub-contractors or execution agents;

(ii) Bankruptcy, liquidation or payment problems experienced by the buyer;

(iii) Attachment, affixing of seals, etc. on the buyer's assets;

(iv) The buyer's activities are taken over by a third party.

Furthermore, without prejudice to the seller's other rights, the seller reserves the right to totally or partially suspend or cancel the contract further to the serving of formal notice without action, if the buyer does not fulfil its contractual obligations.

Jurisprudence et bibliographie

APERÇU DE LA JURISPRUDENCE

05/03/2007 Cass. (3^e ch.) RG C.05.0052.N, 5 mars 2007, <http://www.cass.be>.

Réduction clause pénale

Le pouvoir de modération du juge en matière de clause pénale, visé à l'article 1231, § 1^{er} C.civ., ne peut être exclu de sorte qu'en cas d'exclusion contractuelle du droit de modération, la clause pénale elle-même doit être tenue pour non écrite.

22/12/2006 Cass. (1^e Ch.) RG C.05.0210.N, 22 décembre 2006, <http://www.cass.be>; R.W. 2006-07, liv. 35, 1439 et <http://www.rwe.be>, note VAN OEVELEN, A, TBO 2007, liv. 1, 40, note VAN OEVELEN, A, *Het toepasingsgebied van het in artikel 1154 B.W. geregelde anatocisme; het Hof van Cassatie stelt orde op zaken.*

Obligations conventionnelles, intérêts

L'article 1154 C. civ., qui soumet l'anatocisme des intérêts des capitaux à certaines conditions, concerne les dettes pécuniaires. Cette disposition ne s'applique pas aux intérêts compensatoires en cas de dettes de valeur, comme l'engagement de la réparation du dommage pour manquement, si le montant de l'indemnité est entièrement laissé à l'appréciation du juge. En cas de dettes de valeur, le juge peut octroyer des intérêts compensatoires sur les intérêts sans être lié par les conditions de l'article 1154 du Code civil s'il estime que cela est requis pour une réparation intégrale du dommage.

25/09/2006 Cass. (3^e ch.) RG C. 05.0554, F, 25 septembre 2006 (Atradius / C.P., T.K.) <http://www.cass.be> (8 novembre 2006); J.T. 2007, liv. 6253, 72; J.L.M.B. 2007, liv. 12, 463 et <http://jlmbi.larcier.be> (2 avril 2007).

Revendication

Lorsqu'en cas de vente de biens meubles, une clause suspendant le transfert de propriété jusqu'au paiement intégral du prix est insérée dans des conditions générales de vente figurant sur la facture, il n'est pas requis qu'elle doive faire l'objet d'une acceptation écrite du débiteur pour produire ses effets après la faillite de celui-ci.

07/06/2006 Comm. Hasselt 7 juin 2006, R.D.C. 2007, liv. 3, 295 et <http://www.rdc-tbh.be> (20 juin 2007).

Facture, bon de commande

Quand des bons de commande mentionnent que les conditions générales peuvent être obtenues sur simple demande, cette technique ne suffit pas pour prouver que la partie, à qui on veut opposer ces conditions, aurait eu la possibilité d'en prendre connaissance. Un accord sur ces conditions n'était pas réalisé et par conséquent ces conditions ne sont pas opposables.

Facture, bon de commande

La force probante des factures tacitement acceptées conformément à l'article 25 C. comm., s'étend jusqu'aux conditions générales imprimées sur la facture. Il en va d'autant plus ainsi lorsque les parties entretiennent une relation commerciale persistante et dans la mesure où les conditions de la facture ne contredisent pas l'accord préalable des parties.

07/04/2006 Cass. (1^{re} ch.) RG C.05.0029.F, 7 avril 2006, <http://www.cass.be> (19 mai 2006), concl. WERQUIN, T.; J.T. 2006, liv. 6240, note HURNER, T.; J.L.M.B. 2006, liv. 21, 896 et <http://jlmbi.larcier.be> (2 juin 2006); NjW 2006, liv. 153, 944, note COUSSEMENT, P.; R.D.C. 2006, liv. 8, 810 et <http://www.rdc-tbh.be> (3 novembre 2006), note VAN DEN HAUTE, E.

Il ne résulte pas du rapprochement des articles 1293, 3^o, du Code civil et 22 de la loi sur le concordat judiciaire que la compensation ne pourrait, après le jugement accordant au requérant le sursis provisoire, s'opérer entre des créances réciproques unies par un lien de connexité.

03/03/2006 Comm. Dinant 3 mars 2006, R.G.D.C. 2006, liv. 10, 629.

Convention, clause résolutoire expresse

Le créancier qui entend mettre en œuvre une clause résolutoire expresse doit le faire savoir clairement à son débiteur. La résolution unilatérale n'intervient que lorsque le débiteur s'est vu notifier celle-ci et non lorsque le créancier se borne à lui indiquer qu'il va prendre toutes les mesures nécessaires à assurer la sauvegarde de ses droits.

Convention, clause résolutoire expresse

La résolution unilatérale n'échappe pas à un contrôle a posteriori et le contrat n'est pas valablement rompu lorsque le juge constate que les conditions de la clause résolutoire expresse n'étaient pas réunies. Dès lors, le débiteur peut demander soit la résolution judiciaire soit la reprise de l'exécution du contrat, sans préjudice dans l'un ou l'autre cas de l'octroi éventuel de dommages et intérêts.

13/10/2005 Cass. (1re. Ch.) RG C.04.0442.N, 13 octobre 2005, <http://www.cass.be>; Pas, 2005, liv. 9-10, 1915; R.D.C. 2006, liv. 2, 254 et <http://www.rdc-tbh.be>.

Obligations conventionnelles, intérêts

Pour que des intérêts produisent des intérêts à partir du moment où leur capitalisation est demandée par sommation judiciaire, il ne suffit pas que des intérêts judiciaires soient également demandés, mais il est requis que la sommation indique une demande d'intérêts sur intérêts ou de capitalisation des intérêts. (Art. 1154 C.civ.).

10/03/2005 J.P. Ixelles 10 mars 2005, R.G.D.C. 2005, liv. 8, 487.

Clauses standard et contrat d'adhésion

Pour être opposables à leurs destinataires, les conditions générales contractuelles - en l'espèce les conditions bancaires qui régissent l'utilisation des cartes VISA et MASTERCARD - doivent être portées à leur connaissance et être agréées par eux.

Un simple avis contenu dans les extraits de compte mentionnant que des nouvelles conditions générales sont applicables et peuvent être consultées à l'agence ne constitue pas une modification claire supposant la connaissance et l'acceptation de ces nouvelles conditions générales.

Un avis inséré dans un extrait de compte est insuffisant pour considérer que les nouvelles conditions générales ont bien été portées à la connaissance d'un cocontractant qui ne dispose pas nécessairement du temps nécessaire pour faire les démarches à l'agence afin de prendre connaissance de conditions qui lui sont dès lors imposées.

22/10/2004 Cass. (1 re ch.) RG C.03.0088.N, 22 octobre 2004 <http://www.cass.be>; J.T., 2005, liv. 6198, 679; NjW 2005, liv. 115, 736, note BRULOOT, F, Pas. 2004, liv. 11, 1633; R.W. 2005-06, liv. 12, 460 et <http://www.rwe.be>, note MERTENS, D; RABG 2005, liv. 7, 647, note BAECK, J.

De ce que le juge qui conformément à l'article 1231, § 1er, alinéa 1er, du Code civil, exerce son pouvoir de révision, est tenu de réduire le montant de la clause pénale au montant du dommage potentiel, sans que le montant alloué puisse être inférieur au dommage réellement subi, il ne peut se déduire que le juge doit allouer ce dernier montant.

29/03/2004 Liège 29 mars 2004, R.R.D. 2004, liv. 113, 372.

Clauses attributives de compétence

Est opposable la clause attributive de juridiction figurant dans les conditions générales auxquelles la vente est soumise dès lors que la confirmation de commande du vendeur, signée sans réserve par l'acheteur commerçant, se réfère à ces conditions. Cette hypothèse est différente de celle où le contrat conclu verbalement est confirmé par le vendeur en joignant ses conditions générales, auquel cas l'acceptation écrite de l'acheteur est exigée.

Les conditions de validité des clauses attributives prévues par l'art. 17 de la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale sont d'autant plus respectées en l'espèce que la nécessité d'une convention écrite ou d'une convention verbale avec confirmation par écrit pour s'assurer d'un accord effectif sur la convention de for a été assouplie en matière de commerce international pour tenir compte des exigences propres à celui-ci.

26/03/2004 Cass. (1re ch.) RG C.02.0038.F, 26 mars 2004, <http://www.cass.be>; Pas. 2004, liv. 3,513.

Est également justifiée la décision de refuser d'appliquer une clause d'exonération de responsabilité qui, dans l'interprétation régulière que le juge en donne, anéantit l'objet même de l'obligation et, partant, ne peut légalement avoir d'effet entre les parties. (Art. 1134, C. civ.).

09/12/2002 Liège (7e ch.) 2000/RG/13, 9 décembre 2002, <http://www.juridat.be>, n°JL02C92-2.

Pour que des conditions générales soient entrées dans le champ contractuel, il faut qu'elles aient été acceptées des parties lors de la formation du contrat.

12/03/1998 Liège 12 mars 1998, R.G.D.C. 1999 (abrégé), 204.

Exception d'inexécution (ENAC)

L'exceptio non adimpleti contractus est un moyen de pression pour inciter son cocontractant à remplir ses engagements, un moyen d'aboutir à l'exécution du contrat.

L'exception ne peut être opposée à un garagiste lorsque l'excipiens ne lui a pas donné la possibilité de réparer le camion sur lequel portait le devis.

Facture, bon de commande

Les conditions générales imprimées au verso du devis et de la facture ne peuvent vider de sa substance la garantie sur les travaux prévue par le devis.

21/06/1996 J.P. Herstal 21 juin 1996, J.L.M.B. 1997, 34 et <http://jlmbi.larcier.be> (15 janvier 2003); Annuaire Pratiques du commerce & Concurrence 1996, 263.

Commencement de preuve par écrit

Un bon de commande portant sur la vente d'un véhicule d'occasion qui ne comporte aucune indication quant au nombre d'exemplaires rédigés est nul en tant qu'instrumentum. Il peut cependant être utilisé comme commencement de preuve par écrit autorisant l'établissement de l'existence du contrat par toutes voies de droit.

Pratiques de commerce, documents relatifs aux ventes de produits de services, généralités

Le vendeur ne satisfait pas à l'art. 39 L.P.C.C. qui oblige le vendeur à délivrer un bon de commande à l'acheteur lorsque le bon de commande est nul.

Pratiques du commerce, clauses abusives

La clause pénale qui détermine l'indemnité due par le consommateur qui n'exécute pas ses obligations, sans prévoir une indemnité du même ordre à charge du vendeur qui n'exécuterait pas les siennes est une clause abusive au sens de l'art. 32, 15° L.P.C.C.

09/05/1990 Bruxelles 9 mai 1990, J.L.M.B. 1990, 1490 et <http://jlmbi.larcier.be> (11 octobre 2005).

Clauses standard et contrat d'adhésion

Dans des transactions entre commerçants, les conditions générales d'un fournisseur de biens ou de services sont contraignantes pour le cocontractant si celui-ci avait connaissance de ces conditions avant la conclusion du contrat. Si les parties ont déjà contracté ensem-

ble par le passé, les conditions générales mentionnées sur la facture sont contraignantes, sauf si la contestation est signifiée immédiatement après réception de la facture.

22/03/1979 Cassation (1^e ch.) 22 mars 1979, R.C.J.B., 1981, p. 189.

CONVENTION - Interprétation - Doute - Article 1162 du Code civil - Loi

Dans le doute quant au sens ou à la portée d'une convention, c'est-à-dire s'il n'est pas possible d'en déterminer le sens ou la portée par des éléments intrinsèques ou extrinsèques à l'acte, le juge doit, conformément à l'article 1162 du Code civil, interpréter la convention contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté l'obligation.

Est recevable le moyen invoquant la violation de l'article 1162 du Code civil, cette disposition constituant une loi au sens de l'article 608 du Code judiciaire.

Au sens de l'article 1162 du Code civil celui qui dans une convention bénéficie d'une clause d'exonération de responsabilité est, quant à cette clause, celui qui a stipulé, tandis que l'autre partie est celle qui a contracté l'obligation.

Le juge du fond apprécie souverainement la commune intention des parties à une convention, à condition de ne pas violer la foi due à l'acte constatant ladite convention.

30/04/1975 Antwerpen (4^e ch.) 30 avril 1975, R.W., 1975-76, 1510.

Bewijs - Handelszaken - Overeenkomst - Algemene voorwaarden - Expediteurs - Regelmatige relaties.

Als blijkt date en partij in de hoedanigheid van expediteur regelmatig in handelsrelatie is met een andere expediteur, moet bewezen geacht worden dat tussen deze partijen de algemene voorwaarden van de expediteurs van België van toepassing zijn.

11/12/1970 Cass. (1^{re} ch.), 11 décembre 1970. JT, 71, p. 382.

CONVENTION - CONSENTEMENT- Forme. - Expression tacite. - Validité. - Acceptation expresse. - Condition non requise pour être obligé.

Sauf disposition légale contraire, le consentement d'une partie, peut s'exprimer non seulement de manière expresse, mais aussi tacitement, et ainsi obliger cette partie.

Dès lors, en érigeant en règle qu'une convention ne contient des conditions dérogeant au droit commun que lorsque celles-ci ont été expressément acceptées par toutes les parties, la cour d'appel ne justifie pas légalement sa décision.

**03/12/1953 Cass.(1^e ch) 3 décembre 1953,
Pas., I., p. 272.**

La facture, à laquelle l'article 25, alinéa 2, du Code de commerce attache force probante, est une facture qui a fait l'objet d'une acceptation expresse ou tacite.

BIBLIOGRAPHIE

NOVELLES, Droit commercial, t. Ier, v^o De la preuve des engagements commerciaux

R. DE SMET, De la force obligatoire des " conditions générales " en matière commerciale, R.C.J.B., 1974, p. 192.